Affaire Ruvakuki : "Le verdict est une mascarade et un déni de justice"

FIJ, 8 janvier 2013
 Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) - Communiqué
 La FIJ a vigoureusement dénoncé aujourd'hui la condamnation du journaliste burundais Hassan Ruvakuki à trois ans de prison ferme. Hassan a fait appel contre la peine perpétuelle dont il avait été condamné devant le Tribunal de première instance de Muramvya. Selon l'Union Burundaise des Journalistes (UBJ), un affilié de la FIJ, la Cour d'appel de Gitega (centre du pays), a rendu son jugement ce mardi 8 janvier 2013, condamnant Hassan à trois ans de servitude pénale principale pour « participation à une association formée dans le but d'attenter aux personnes et aux propriétés ».

« Le verdict rendu aujourd'hui représente une mascarade judiciaire et un déni de justice pour Hassan, sa famille et ses collègues », a déclaré Jim Boumelha, président de la FIJ. « La nouvelle qualification des chefs d'accusations prouve que la Cour a reconnu l'innocence de Hassan des crimes dont il était accusé en première instance. Au lieu de prononcer son acquittement, la Cour a introduit une nouvelle accusation contre laquelle il n'a même pu se défendre ». Ruvakuki, correspondant du service swahili de Radio France Internationale (RFI) et journaliste d'une station privée au Burundi, radio Bonesha FM, a été arrêté le 28 novembre 2011 par les forces de sécurité après une interview réalisée avec un opposant au président Pierre Nkurunziza. Il a ensuite été accusé de « actes de terrorisme » et a toujours nié ces accusations. Il a été condamné en juillet 2012 à la prison perpétuelle mais a interjeté appel. Durant l'audience en appel début novembre dernier, Hassan Ruvakiki a maintenu son innocence, déclarant à la Cour qu'il s'était rendu en Tanzanie pour l'entretien avec l'opposant burundais strictement dans le cadre de son travail de journaliste. La FIJ, comme l'UBJ et la Fédération africaine de journalistes (FAJ), ont soutenu Hassan tout au long de son procès. Une délégation de la FIJ, en compagnie des membres du syndicat burundais, l'UBJ, a rencontré le journaliste lors d'une visite à la prison centrale de Muramvya, pour lui témoigner le soutien et la solidarité de l'ensemble des affiliés de la Fédération africaine de journalistes. Durant l'audience, Dominique Pradali, Secrétaire générale du Syndicat national des journalistes de France, et la FIJ, lui avait également rendu une visite de solidarité. « Nous sommes indignés par cette condamnation qui démontre la volonté des autorités burundaises de museler la presse indépendante dans le pays », a déclaré Omar Faruk Osmo, président de la Fédération des Journalistes Africains (FJA). Le président de l'Union Burundaise des Journalistes, Alexandre Niyungeko, a fait part de sa surprise suite au jugement aujourd'hui, en notant que les chefs d'accusation contre Hassan Ruvakiki ont changé trois fois. « Il a d'abord été accusé de collaborer avec les rebelles, ensuite de complicité avec les groupes terroristes et aujourd'hui de participation à une association de malfaiteurs. Ce verdict vient de prouver que nous sommes encore loin d'une justice équitable et indépendante », a dit Niyungeko. Il a toutefois affirmé que la bataille juridique pour la libération de Hassan continuera. « Nous n'allons pas arrêter la mobilisation. Nous allons saisir la cour suprême pour faire casser ce jugement », a ajouté Niyungeko après le verdict de la Cour d'appel. « Nous saisirons si nécessaire les juridictions régionales et internationales. Nous n'allons pas laisser notre confrère croupir en prison ».